

à faire proclamer pour la Bohême et la Moravie l'égalité complète (*Gleichberechtigung*) dans l'administration et dans la justice des langues tchèque et allemande. L'abaissement du cens électoral à 5 florins et une nouvelle répartition des circonscriptions électorales assuraient aux Tchèques la majorité qui leur était due au parlement de Prague (176 voix contre 75). Cette majorité eût été plus considérable si les circonscriptions électorales n'avaient été organisées de façon à restreindre autant que possible le nombre des députés tchèques. Aux élections de 1885 le parti allemand perdit 15 voix. En 1884 le député Wurmbrand avait essayé de faire proclamer par le Reichsrath l'allemand comme langue officielle de la Cisleithanie. Il échoua : sa proposition fut repoussée par 186 voix contre 155. Les Allemands cessèrent de prendre part aux délibérations de la diète depuis 1886. Ils avaient demandé que le royaume de Bohême fût partagé en deux circonscriptions administratives, l'une allemande, l'autre tchèque, projet dangereux s'il en fut, car il eût tracé d'avance à l'Allemagne les cadres d'une future annexion ! Nous avons vu reparaître cette idée au lendemain de la dernière guerre.

Autant qu'il a pu, dans des circonstances souvent difficiles, M. Taaffe s'est appliqué à mettre en pratique la maxime : *Justitia erga omnes nationes est fundamentum Austriæ*. Les Tchèques ont semblé résignés à concentrer toute leur action sur le terrain pratique et à se contenter des concessions immédiates qu'ils peuvent obtenir en faveur de leur langue et de leur nationalité. Ils se divisaient en deux fractions bien tranchées, celle des jeunes Tchèques, plus radicale, plus exigeante dans ses réclamations, celle des vieux Tchèques, plus modérée, plus opportuniste, s'appuyant au besoin sur la noblesse et le clergé, appliquée avant tout à ne pas brusquer les hommes ni les événements. Au fond les deux partis poursuivaient par des moyens divers un but identique : faire reconnaître le droit historique et l'autonomie du royaume de Bohême. Ni l'un ni l'autre ne songeaient alors à rompre le lien politique qui unit ce royaume au reste de l'Etat austro-hongrois.